

~~Sur la proposition du Directeur général de la Direction générale Bruxelles Mobilité, l'ordonnateur délégué compétent,~~

~~Arrête :~~

~~Article 1^{er}. Monsieur Marteen VAN HECKE, de rôle linguistique néerlandophone à la Direction Staff DG et Communication de la Direction générale de Bruxelles Mobilité, est désigné en qualité d'ordonnateur subdélégué en recettes du comptable de recettes qui a dans ses attributions la gestion du compte financier numéroté BE06 0912 3109 2122, ouvert auprès du Caissier régional.~~

~~Art. 2. L'ordonnateur subdélégué en recettes est désigné pour l'établissement des recettes prévues aux allocations de bases suivantes du Budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale :~~

~~02.260.06.10.5911 Subsidies de l'Union européenne (à affecter au Fonds pour l'équipement et les déplacements)~~

~~Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 2021.~~

~~Art. 4. Copie du présent arrêté est transmise à la Cour des Comptes, à l'ordonnateur délégué compétent et au comptable régional.~~

~~Bruxelles, le 26 juillet 2021.~~

~~E. VAN DEN BRANDT~~

~~Op de voordracht van de Directeur generaal van de Algemene Directie Brussel Mobiliteit, de bevoegde gedelegeerde ordonnateur,~~

~~Besluit :~~

~~Artikel 1. De heer Marteen VAN HECKE, van de Nederlandse taalrol bij de Directie Staf AD en Communicatie van de Algemene Directie van Brussel Mobiliteit, wordt aangewezen als gesubdelegeerde ordonnateur in ontvangsten voor de rekenplichtige van de ontvangsten die bevoegd is voor het beheren van de financiële rekening met nummer BE06 0912 3109 2122, geopend bij de gewestelijke Kasser.~~

~~Art. 2. De gesubdelegeerde ordonnateur van ontvangsten wordt aangewezen voor de bepaling van de ontvangsten voorzien in de volgende basisallocaties van de middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:~~

~~02.260.06.10.5911 Toelagen van de Europese Unie (toe te wijzen aan het Fonds voor uitrusting en verplaatsingen)~~

~~Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2021.~~

~~Art. 4. Van dit besluit wordt een afschrift overgemaakt aan het Rekenhof, de bevoegde ordonnateur en de gewestelijke boekhouder.~~

~~Brussel, 26 juli 2021.~~

~~E. VAN DEN BRANDT~~

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C – 2021/43195]

Nouvel appel à candidats pour le mandat de membre suppléant francophone (médecin) du Conseil central de surveillance pénitentiaire

Vu qu'aucune candidature n'a été introduite pour le mandat de membre suppléant francophone (médecin) à la suite de l'appel aux candidats au *Moniteur belge* du 24 septembre 2021, la Chambre des représentants a décidé de procéder à un nouvel appel à candidats pour ce mandat.

Conformément à l'article 24, § 7, quatrième alinéa, de la loi du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, la Chambre doit nommer sans délai un nouveau membre suppléant lors de la vacance d'une place de suppléant.

Composition

Le Conseil central de surveillance pénitentiaire est composé de 12 membres effectifs (6F + 6N) et 12 membres suppléants (6F + 6N) qui sont nommés par la Chambre à la majorité des deux tiers des suffrages émis.

Les membres sont nommés pour une période de cinq ans renouvelable deux fois.

Les suppléants sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable deux fois et prenant cours au moment de la prestation de serment du membre dont ils assurent la suppléance.

Le membre dont le mandat prend fin avant l'expiration de la période de cinq ans est remplacé par son suppléant pour la période restante du mandat. Dans ce cas, le successeur tombe sous l'application de l'alinéa 1^{er}. Si la durée restante du mandat est inférieure à un an, celui-ci n'entre pas en ligne de compte pour l'application de la limitation du nombre de mandats prévue dans cette disposition.

Le Conseil compte, parmi ses membres effectifs et suppléants, au moins:

- 2 néerlandophones et 2 francophones titulaires d'un diplôme de master en droit, parmi lesquels au moins un magistrat francophone du siège et un magistrat néerlandophone du siège
- un médecin francophone et un médecin néerlandophone.

En ce qui concerne la nomination des membres suppléants néerlandophones, la Chambre ne doit pas tenir compte de ces conditions.

La Chambre désigne parmi les membres effectifs un bureau composé de 2 membres francophones et de 2 membres néerlandophones, dont au moins un membre par rôle linguistique est titulaire d'un diplôme de droit.

WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2021/43195]

Nieuwe oproep tot kandidaten voor het mandaat van Franstalig plaatsvervangend lid (arts) van de Centrale toezichtsraad voor het Gevangeniswezen

Aangezien de oproep tot kandidaten voor het mandaat van Franstalig, plaatsvervangend lid (arts), verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 24 september 2021, geen kandidaturen opleverde, besliste de Kamer van volksvertegenwoordigers over te gaan tot een nieuwe oproep tot kandidaten voor dit mandaat.

Gelet op artikel 24, § 7, vierde lid, van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden dient de Kamer bij het openvallen van een plaats van plaatsvervangend lid onverwijld over te gaan tot de benoeming van een nieuw plaatsvervangend lid.

Samenstelling

De Centrale Toezichtsraad bestaat uit 12 effectieve (6N + 6F) en 12 plaatsvervangende (6N + 6F) leden die door de Kamer worden benoemd met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.

De leden worden benoemd voor een termijn van vijf jaar die tweemaal hernieuwd kan worden.

De plaatsvervangers worden benoemd voor een termijn van vijf jaar, die tweemaal hernieuwd kan worden, en die begint te lopen vanaf de eedaflegging van het lid van wie ze de plaatsvervangende verzekeren.

Het lid wiens mandaat een einde neemt voor het verstrijken van de termijn van vijf jaar, wordt voor de resterende duur van het mandaat vervangen door zijn plaatsvervanger. In dit geval valt de opvolger onder de toepassing van het eerste lid. Indien de resterende duur van het mandaat minder dan een jaar bedraagt, geldt dit niet als een mandaat voor de toepassing van de beperking van het aantal mandaten vastgesteld in deze bepaling.

De Raad telt onder haar effectieve en plaatsvervangende leden ten minste:

- 2 Nederlandstaligen en 2 Franstaligen die houder zijn van een diploma master in de rechten, waaronder minstens één Nederlandstalige en één Franstalige magistraat van de zetel ;
- één Nederlandstalige en één Franstalige arts.

Wat de benoeming van de Nederlandstalige plaatsvervangende leden betreft, dient de Kamer met deze voorwaarden geen rekening te houden.

De Kamer wijst onder de effectieve leden een bureau aan, bestaande uit 2 Nederlandstalige en 2 Franstalige leden, waarvan minstens één lid per taalrol houder is van een diploma in de rechten.

Les membres du bureau exercent leurs fonctions à temps plein et ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle pendant la durée de leur mandat. La Chambre des représentants peut accorder des dérogations à cette interdiction à condition qu'elles n'empêchent pas l'intéressé de s'acquitter dûment de sa mission.

La Chambre des représentants désigne un des membres du bureau en qualité de président et un autre en qualité de vice-président, chacun appartenant à un rôle linguistique différent.

Conditions de nomination

Les membres sont nommés sur la base de leur compétence ou de leur expérience en rapport avec les missions qui sont confiées au Conseil central.

Ils doivent jouir des droits civils et politiques.

Incompatibilités

Pendant la durée du mandat, l'appartenance au Conseil central est incompatible avec:

- l'appartenance à une Commission de surveillance;
- l'exercice d'une fonction auprès de l'administration pénitentiaire ou l'exécution d'une mission pour celle-ci;
- l'exercice d'une fonction au sein de la cellule stratégique d'un membre du gouvernement;
- l'exercice d'un mandat électif ou l'appartenance à un organe exécutif européen, fédéral, communautaire ou régional;
- l'exercice d'une fonction auprès du tribunal de l'application des peines.

Missions

Le Conseil central de surveillance pénitentiaire a pour mission:

1. d'exercer un contrôle indépendant sur les prisons, sur le traitement réservé aux détenus et le respect des règles les concernant;
2. de soumettre à la Chambre des représentants, au ministre qui a la Justice dans ses attributions et au ministre qui a les soins de santé pénitentiaires dans ses attributions, soit d'office, soit à la demande de ceux-ci, des avis sur l'administration des établissements pénitentiaires et sur l'exécution des peines et mesures privatives de liberté;
3. de créer des Commissions de surveillance telles que visées à l'article 26 et d'en assurer l'appui, la coordination et le contrôle de fonctionnement;
4. de rédiger pour la Chambre des représentants et le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a les soins de santé pénitentiaires dans ses attributions un rapport annuel concernant les prisons, le traitement réservé aux détenus et le respect des règles les concernant. Le rapport contient notamment tous les avis rendus conformément au 2°, un plan stratégique et les rapports annuels prévus à l'article 26, § 2, 4°.

Rémunération

Le traitement annuel des membres du Conseil central de surveillance, membres du bureau s'élève à 54.990 euros. Les magistrats et fonctionnaires membres du bureau conservent au moins le traitement lié à ces fonctions, ainsi que les augmentations et avantages y afférents.

Les membres du Conseil central et de la commission d'appel qui ne sont pas membres du bureau ont droit à un jeton de présence dont le montant s'élève à 150 euros par jour de prestation. Les activités d'une durée inférieure à quatre heures par jour donnent droit à la moitié du jeton de présence fixé.

Le traitement visé au premier alinéa et le jeton de présence visé au deuxième alinéa sont soumis aux règles d'indexation applicables aux traitements du personnel des services publics fédéraux. Ils sont rattachés à l'indice-pivot 138,01.

Candidatures

Les candidatures doivent être adressées par pli recommandé au plus tard dans les trente jours qui suivent la publication du présent avis à la Présidente de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents attestant que les candidats remplissent les conditions précitées.

Il s'agit notamment des documents suivants:

- un extrait du casier judiciaire délivré après la publication du présent avis;
- une preuve de la qualité de médecin;
- un curriculum vitae étayant les aptitudes ou l'expérience relatives aux missions confiées au Conseil central.

Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général de la Chambre des représentants, tél.: 02/549.84.21, courriel: secretariat.general@lachambre.be.

De leden van het bureau oefenen hun ambt voltijds uit en kunnen geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen tijdens de duur van hun mandaat. De Kamer van volksvertegenwoordigers kan afwijkingen op dat verbod toestaan op voorwaarde dat zij de betrokkene niet hinderen bij de behoorlijke uitoefening van zijn opdracht.

De Kamer wijst één lid van het bureau aan als voorzitter en één lid als ondervoorzitter. Zij zijn van een verschillende taalrol.

Benoemingsvoorwaarden

De leden worden benoemd op grond van hun deskundigheid of ervaring met betrekking tot de taken die aan de Centrale Raad worden toevertrouwd.

Zij dienen de burgerlijke en de politieke rechten te genieten.

Onverenigbaarheden

Het lidmaatschap van de Centrale Raad is tijdens de duur van het mandaat onverenigbaar met:

- het lidmaatschap van een Commissie van toezicht;
- de uitoefening van een ambt bij of de uitvoering van een opdracht voor de penitentiaire administratie;
- het uitoefenen van een functie bij de Beleidsel van een regeringslid;
- het uitoefenen van een verkozen mandaat of het lidmaatschap van een uitvoerend orgaan op Europees niveau, federaal niveau, gemeenschapsniveau of gewestniveau;
- de uitoefening van een ambt bij de strafuitvoeringsrechtbank.

Opdrachten

De Centrale Toezichtsraad heeft tot taak:

1. een onafhankelijk toezicht te houden op de gevangenen, op de bejegening van de gedetineerden en op de naleving van de hen betreffende voorschriften;
2. aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, aan de minister bevoegd voor Justitie en aan de minister bevoegd voor de penitentiaire gezondheidszorg, hetzij ambtshalve, hetzij op hun verzoek, advies te verlenen over het gevangeniswezen en de uitvoering van vrijheidsstraffen en vrijheidsbenemende maatregelen;
3. Commissies van toezicht, zoals bedoeld in artikel 26, op te richten en de werking ervan te ondersteunen, te coördineren en te controleren;
4. jaarlijks ten behoeve van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de minister bevoegd voor Justitie en de minister bevoegd voor de penitentiaire gezondheidszorg, een verslag op te stellen betreffende de gevangenen, de bejegening van gedetineerden en de naleving van de hen betreffende voorschriften. Het verslag omvat onder meer alle adviezen die conform de bepaling onder 2° zijn uitgebracht, een beleidsplan en de jaarverslagen zoals bepaald in artikel 26, § 2, 4°.

Bezoldiging

De leden van de Centrale Raad die lid zijn van het bureau genieten een jaarlijkse wedde van 54.990 euro. De magistraten en ambtenaren die lid zijn van het bureau behouden tenminste hun wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen.

De leden van de Centrale Raad en van de Beroepscommissie die geen lid zijn van het bureau hebben recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerde dag 150 euro bedraagt. Werkzaamheden die per dag minder dan vier uur bestrijken, geven recht op de helft van het vastgesteld presentiegeld.

De wedde bedoeld in het eerste lid en het presentiegeld bedoeld in het tweede lid vallen onder de indexeringsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van de federale overheidsdiensten. Zij worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Kandidaturen

De kandidaturen dienen uiterlijk dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van de documenten die het bewijs leveren dat de kandidaten aan de voornoemde voorwaarden voldoen.

Het betreft o.m. volgende documenten:

- een uittreksel uit het strafregister uitgereikt na de bekendmaking van dit bericht;
- een bewijs van de hoedanigheid van arts;
- een curriculum vitae ter staving van de deskundigheid of ervaring met betrekking tot de taken die aan de Centrale Raad worden toevertrouwd.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel.: 02/549.84.21, e-mail: secretariaat.generaal@dekamer.be.

Les données à caractère personnel des candidats sont traitées conformément à la déclaration de confidentialité figurant sur le site web de la Chambre.

Voir:

https://www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Privacy-verklaring_benoemingen_FR.pdf

De persoonsgegevens van de kandidaten worden verwerkt overeenkomstig de privacyverklaring vermeld op de website van de Kamer.

Zie:

https://www.dekamer.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Privacy-verklaring_benoemingen_NL.pdf

~~CHAMBRES LEGISLATIVES~~ ~~CHAMBRE DES REPRESENTANTS~~

[C 2021/43196]

~~Nouvel appel aux candidats pour les mandats de membre francophone de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie~~

~~Les appels aux candidats précédents pour les mandats de membre de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'Euthanasie n'ayant pas donné lieu à suffisamment de candidatures pour les mandats de membre francophone, la Chambre des représentants a décidé de publier un nouvel appel pour ces mandats.~~

~~Les personnes ayant déjà posé leur candidature lors des appels précédents ne doivent plus la réintroduire.~~

~~Composition~~

~~La Commission se compose de seize membres:~~

~~– huit membres sont docteur en médecine, dont quatre au moins sont chargé de cours, professeur ou professeur émérite dans une université belge;~~

~~– quatre membres sont chargé de cours, professeur ou professeur émérite de droit dans une université belge ou avocat;~~

~~– quatre membres sont issus des milieux chargés de la problématique des patients atteints d'une maladie incurable.~~

~~La Commission est composée dans le respect de la parité linguistique, chaque groupe linguistique comptant au moins trois candidats de chaque sexe.~~

~~Les membres sont désignés sur la base de leurs connaissances et de leur expérience dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission.~~

~~Incompatibilités~~

~~La qualité de membre de la Commission est incompatible avec le mandat de membre d'une des assemblées législatives et avec celui de membre du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement de communauté ou de région.~~

~~Compétences et tâches~~

~~Pour ce qui concerne les compétences et tâches de la Commission, il est fait référence aux articles 7 et suivants de la loi précitée du 28 mai 2002.~~

~~Nomination~~

~~Les membres de la Commission sont nommés par la Chambre, sur la base d'une représentation pluraliste, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur une liste double présentée par la Chambre, pour un terme renouvelable de quatre ans.~~

~~Les candidats présentés qui n'ont pas été désignés comme membre effectif sont nommés en qualité de membre suppléant.~~

~~Candidatures~~

~~Les candidatures, accompagnées d'un cv, doivent être introduites par lettre recommandée au plus tard trente jours après la publication de cet avis et adressées à la Présidente de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.~~

~~Les candidatures doivent être accompagnées des documents prouvant que les candidats appartiennent à l'une des trois catégories dont la commission est composée.~~

~~Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Secrétariat général de la Chambre des représentants,~~

~~tél. : 02/549.84.21,~~

~~courriel: secretariat.general@lachambre.be.~~

~~Les données à caractère personnel des candidats sont traitées conformément à la déclaration de confidentialité figurant sur le site web de la Chambre.~~

~~Voir:~~

~~https://www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Privacy-verklaring_benoemingen_FR.pdf~~

~~WETGEVENDE KAMERS~~ ~~KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS~~

[C 2021/43196]

~~Nieuwe oproep tot kandidaten voor de mandaten van Franstalig lid van de Federale Controle- en evaluatiecommissie inzake de toepassing van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie~~

~~Aangezien de vorige oproepen tot kandidaten voor de mandaten van lid van de Federale Controle- en Evaluatiecommissie euthanasie onvoldoende kandidaturen opleverden voor de mandaten van Franstalig lid, besliste de Kamer van volksvertegenwoordigers een nieuwe oproep bekend te maken voor deze mandaten.~~

~~De personen die zich ingevolge de vorige oproepen reeds kandidaat stelden, dienen hun kandidatuur niet opnieuw in te dienen.~~

~~Samenstelling~~

~~De Commissie bestaat uit zestien leden:~~

~~– acht leden zijn doctor in de geneeskunde, van wie er minstens vier docent, hoogleraar of emeritus hoogleraar zijn aan een Belgische universiteit;~~

~~– vier leden zijn docent, hoogleraar of emeritus hoogleraar in de rechten aan een Belgische universiteit of advocaat;~~

~~– vier leden komen uit kringen die belast zijn met de problematiek van ongeneeslijk zieke patiënten.~~

~~De Commissie wordt samengesteld met inachtneming van de taalpariteit, waarbij elke taalgroep minstens drie leden van elk geslacht telt.~~

~~De leden worden aangewezen op grond van hun kennis en ervaring inzake de materies die tot de bevoegdheid van de Commissie behoren.~~

~~Onverenigbaarheden~~

~~Het lidmaatschap van de Commissie is onverenigbaar met het mandaat van lid van een van de wetgevende vergaderingen en met het mandaat van lid van de federale Regering of van een gemeenschaps- of gewestregering.~~

~~Bevoegdheden en taken~~

~~Wat de bevoegdheden en taken van de Commissie betreft, wordt verwezen naar de artikelen 7 en volgende van voornoemde wet van 28 mei 2002.~~

~~Benoeming~~

~~De leden van de Commissie worden, op grond van een pluralistische vertegenwoordiging, bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, benoemd uit een dubbele lijst, voorgedragen door de Kamer, voor een termijn van vier jaar die kan worden verlengd.~~

~~De voorgedragen kandidaten die niet als effectief lid zijn aangewezen, worden tot plaatsvervangend lid benoemd.~~

~~Kandidaturen~~

~~De kandidaturen, met cv, dienen uiterlijk dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.~~

~~Bij de kandidaturen dienen de bewijsstukken te worden gevoegd waaruit blijkt dat de kandidaten behoren tot één van de drie categorieën waaruit de Commissie is samengesteld.~~

~~Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers,~~

~~tél. : 02/549.84.21,~~

~~e-mail: secretariaat.generaal@dekamer.be.~~

~~De persoonsgegevens van de kandidaten worden verwerkt overeenkomstig de privacyverklaring vermeld op de website van de Kamer.~~

~~Zie:~~

~~https://www.dekamer.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Privacy-verklaring_benoemingen_NL.pdf~~